



L'ABC de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Bretagne

Filière par filière, toutes les données chiffrées de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Bretagne ont été compilées, analysées et mises en perspective, ce travail fastidieux mais indispensable pour envisager l'avenir. Fait chaque année l'objet de la parution d'un document complet, réalisé par les chambres d'agriculture de Bretagne. Son édition 2015 vient de sortir et dessine une situation bretonne inédite où les productions animales, socle de l'économie agricole régionale, sont mises à mal par l'exacerbation des concurrences sur fond d'embargo russe et de tassement de la consommation européenne et mondiale. Même la suppression des quotas n'a pas fait décoller la collecte laitière, tandis que la production porcine perd encore des volumes. Mais, événement important, l'industrie agroalimentaire bretonne a résisté en 2014, après une année 2013 calamiteuse dans laquelle beaucoup d'observateurs avaient cru lire la fin du modèle agricole et agroalimentaire breton. Cette fin, si souvent annoncée, ne s'est donc pas produite et n'est plus à l'ordre du jour après que la filière volaille a retrouvé des couleurs à la faveur d'une baisse de l'euro. Mais un autre défi devra être relevé, celui du partage de la valeur ajoutée jusqu'au consommateur, au risque de nouvelles déceptions, à commencer par une baisse de la compétitivité agricole bretonne, faute d'une rémunération suffisante des agriculteurs et d'une rupture dans leur effort d'adaptation, contrarié aussi par une volatilité des prix désormais bien installée mais qui s'exprime trop souvent à la baisse. A la lecture de ce dossier qui synthétise les données rassemblées dans "ABC agriculture et agroalimentaire de Bretagne en clair, analyses et perspectives 2015", on comprendra que le temps n'est plus à l'euphorie mais bien à la préservation des volumes, des marchés, des exploitations et des emplois.



➔ PRATIQUE

"ABC analyse et perspectives" est disponible en version papier sur commande auprès de Céline Jubault au prix de 27,43 € (frais de port inclus) ou téléchargeable sur www.chambres-agriculture-bretagne.fr

Coordination du dossier

Anne Bras
(chambre d'agriculture du Finistère)

Rédaction

● Chambres d'agriculture de Bretagne :
Maud Marguet, Nathalie Le Drezen,
Arnaud Haye, Gwénola Floc'h-Penn,
Julie Rio, Joëlle Salaün

Lait Les quotas, c'est fini !

V. Motin



Avec la fin de quotas, un des derniers verrous encadrant le secteur laitier européen disparaît. Une page inédite s'ouvre. Des opportunités de développement sont à saisir dans un marché plus ouvert. Mais la libéralisation des marchés laitiers s'accompagne de leur volatilité grandissante, 2014 en est l'illustration. Cette nouvelle donne interpelle la filière dans son ensemble. Confiante dans son potentiel, elle investit en Bretagne. Mais pour avancer dans un monde plus incertain, elle devra s'appuyer sur davantage de synergie entre ses acteurs.

Les quotas laitiers ont disparu le 1^{er} avril 2015. Initialement mis en place pour cinq ans, ce dispositif né en 1984 aura eu une longévité inattendue. Trois décennies plus tard, 5,4 Mds de litres sont collectés en Bretagne. Seules 13 500 exploitations laitières sont encore en activité... contre 66 130 éleveurs et 5,7 milliards de litres à l'époque. Les quotas n'auront pas empêché la restructuration des campagnes bretonnes. Mais la filière aura bénéficié de prix rémunérateurs et relativement stables.

Trop de lait : indigestion des marchés

L'ère de la stabilité est révolue. 2014 le montre bien. Le début d'année semble idéal : demande, météo, parités monétaires, prix du lait, charges, tous les indicateurs sont au vert. Mais les aléas de marché rebattent les cartes. La Chine a eu tant d'appétit début 2014 qu'elle est frappée d'indigestion. Une crise

s'ensuit dans ses campagnes. Les acheteurs chinois délaissent alors les marchés mondiaux. Un repli de la demande chinoise problématique face à la surabondance des volumes. D'autant que les conflits géopolitiques s'invitent au menu : la Russie ferme ses frontières aux produits agroalimentaires européens. Les marchés laitiers se retrouvent engorgés sous les tonnes de fromages qui ne trouvent plus preneur. Les cours s'effondrent, le prix du lait chute. 2015 démarre poussivement. En France comme en Bretagne, la production est au ralenti. Dès avril, 1^{er} mois sans quota, elle redémarre vigoureusement dans les pays du Nord de l'Europe... mais pas en Bretagne. Pour cette campagne, personne ne prévoit un dérapage des volumes européens. La hausse

serait limitée à 1 ou 2 %, la production restera inférieure au niveau du dernier quota européen connu. Mais les cours peinent à se rétablir et leur amélioration ponctuelle du début d'année a été vite effacée.

Mais un réel appétit pour le lait breton

La conjoncture ne doit pas masquer des signaux très positifs pour la filière. Sur plus long terme, l'appétit pour le lait breton est bien là. Les groupes laitiers investissent dans la région, pour s'y implanter, améliorer leur outil ou accroître leur capacité de production.

Les quotas supprimés, dans un contexte de volatilité renforcée, la qualité des relations entre les intervenants de la filière devient encore plus cruciale qu'auparavant. Chaque maillon de la filière doit comprendre le projet de son interlocuteur pour raisonner en connaissance de cause son propre développement. Améliorer le dialogue dans la filière sera sans doute le challenge des années à venir !

Maud Marguet

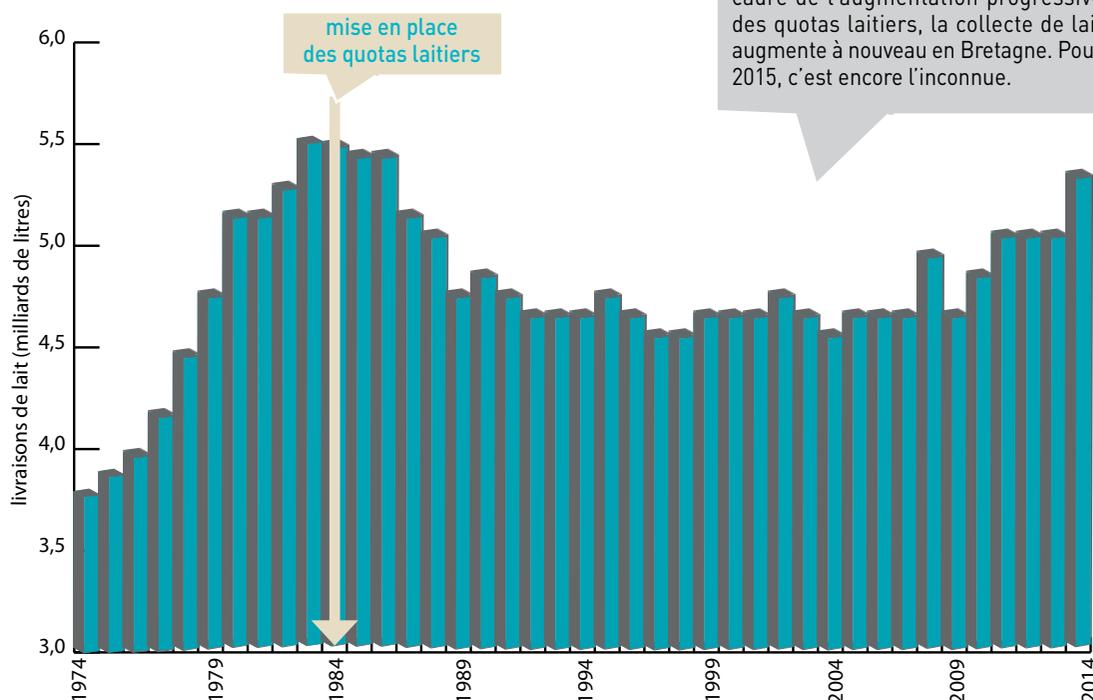
Chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine

En 2015, la production européenne restera inférieure au niveau du dernier quota 2014/2015

Chiffres clefs

- +6 % : hausse de la collecte bretonne en 2014
- -1,5 % : repli du prix des charges

➔ Hausse des livraisons bretonnes



Depuis quelques années, dans le cadre de l'augmentation progressive des quotas laitiers, la collecte de lait augmente à nouveau en Bretagne. Pour 2015, c'est encore l'inconnue.

Bovins viande

Les cartes se rebattent

La fin des quotas laitiers constitue aussi une révolution pour le secteur de la viande bovine.

En Bretagne, les exploitations laitières possèdent plus de 70% des mâles et presque 30% des vaches allaitantes. Certains ateliers allaitants ou d'engraissement, mis en place après 1984, pourraient disparaître pour faire de la place au lait. De son côté, la réforme de la PAC conduira, d'ici 2019, à une baisse des soutiens pour les élevages engraisseurs. Autre phénomène : avec la crise économique européenne, la décroissance de la consommation s'installe. Le recul est particulièrement marqué dans les pays du sud, traditionnellement amateurs de viande bovine. En 2014, les italiens consomment 20 kg de bœuf par an, c'est 5 kg de moins qu'en 2008, preuve de l'ampleur des difficultés que traverse le pays. Or, l'Italie pèse lourd dans le commerce français de bovins, tant pour les viandes fraîches et congelées que les taurillons finis ou les brouillards. Ces échanges reculent tous en 2014. Au niveau régional, si l'Italie représente toujours 52% des expéditions bretonnes, la valeur de ce débouché a fondu de 4% en un an.

La demande, globalement morose en Europe, croise en 2014 une offre en augmentation. En Bretagne, elle croît de 3%. L'afflux de vaches laitières à partir du 2nd semestre, dû à l'annonce d'une conjoncture laitière défavorable pour 2015, en est le principal responsable. Les envois de vaches bretonnes vers la boucherie avaient chuté de 11% en 2013, ils remontent de 8% en 2014. Les éleveurs de vaches à viande limitent au contraire les sorties d'animaux car ils attendent toujours de savoir sur quels effectifs seront basées les nouvelles aides aux bovins allaitants (ABA). Malgré cela, les cotations des réformes allaitantes suivent la pente des laitières. Les prix dégringolent de 11% pour les laitières, de 8% pour les allaitantes. Les taurillons ne sont pas en reste : -9% pour les laitiers, -2,5% pour les types "viande". Avec des abattages toujours en hausse, le 1^{er} semestre 2015 se

place sous les mêmes auspices. Malgré tout, une forte demande en viande hachée fait remonter le cours des vaches laitières, à l'inverse de ceux des allaitantes faute d'acheteurs pour des morceaux "piécés".

Quels animaux produire pour quels marchés, la question est plus que jamais d'actualité. Dans son contexte particulier (climat favorable à l'herbe comme au maïs, troupeau laitier prédominant), la filière bretonne doit s'interroger sur sa production de viande bovine. Quels types d'animaux produire, avec quelle alimentation, quelle place pour la boucherie artisanale face à la grande distribution, quelles relations contractuelles... En Bretagne comme ailleurs, les questions ne manquent pas et les avis divergent à l'amont comme à l'aval de la filière. Une chose est sûre : les producteurs doivent être attentifs à la façon dont les cartes se rebattent en Europe.

Anne Bras

Chambre d'agriculture du Finistère

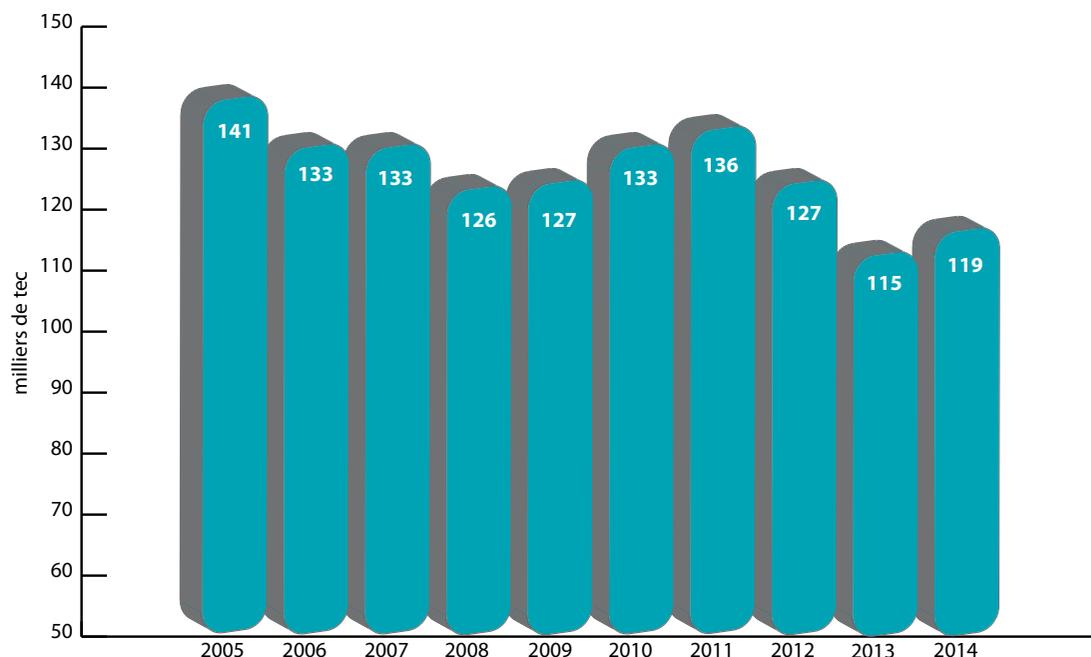


> Avec la crise économique européenne, la décroissance de la consommation s'installe.

Chiffres clefs

- -8 % baisse des cotations bretonnes de vaches de réformes allaitantes
- -1,5 % baisse du coût de production en élevages bovins viande (Ipampa)

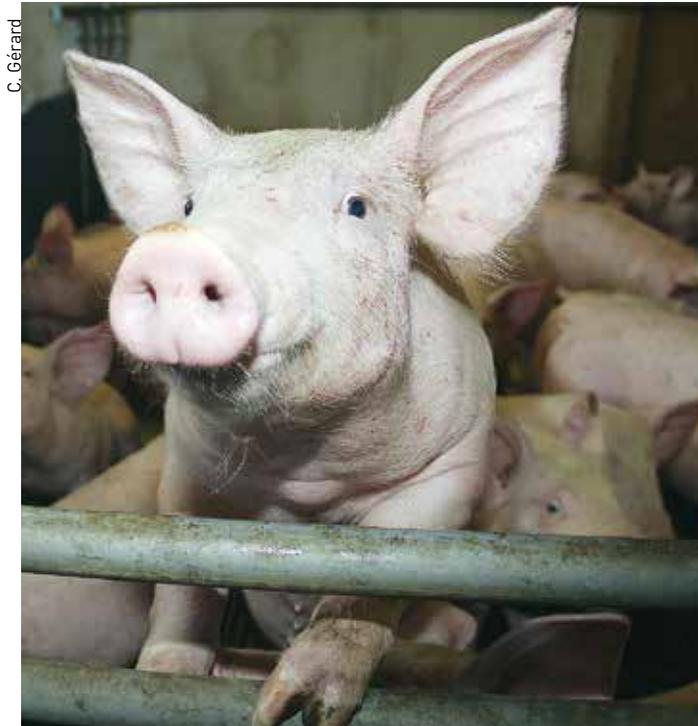
→ Hausse de 3% de la production bretonne de gros bovins Finis



Source Agreste-Draaf Bretagne - SAA données 2014 semi-définitives

Porc Filière dans la tourmente

En 2014, la production porcine bretonne continue de diminuer (-1,4 % sur la zone Uniporc Ouest) à l'inverse de la tendance européenne qui connaît un redémarrage après 3 années de baisse. Les investissements liés à la mise en conformité des exploitations avec la réglementation bien-être ont permis une amélioration de la productivité des élevages. La cotation moyenne du porc charcutier est de 1,327 €/kg (base 56 TMP au cadran breton) pour un prix moyen payé au producteur de 1,535 €/kg. Alors que l'année 2014 se présentait bien, l'annonce de l'embargo russe fin janvier 2014 pèse sur le marché européen. La forte demande asiatique (Japon, Corée du sud, Philippines) permet aux exportateurs européens de compenser en partie la perte du marché russe, lequel absorbait en 2013 un quart des exportations européennes. Dans le même temps, les Etats-Unis sont peu présents à l'international car leur production, victime de la Diarrhée Epidémique Porcine (DEP), est en baisse. Au niveau national, avec une baisse des exportations et une hausse sensible des importations,



C. Gérard

tion est le point positif de 2014, tant au niveau européen que français. A l'inverse, début 2015, alors que les prix au détail diminuent, les achats des ménages de viande fraîche et de charcuteries régressent. 2015 démarre difficilement, avec plusieurs facteurs qui pèsent sur le marché : la reprise de la production étasunienne (après l'épisode DEP) et européenne (alors que la production française continue de diminuer), le maintien de l'embargo russe et une demande asiatique moins dynamique. Notre compétitivité à l'international s'améliore avec l'affaiblissement de l'euro, alors que le prix du porc en Amérique du nord plonge. Mais la santé de la filière continue de se dégrader : mouvements dans l'abattage, absence de rentabilité dans les élevages.

la balance commerciale française, négative depuis 2008, poursuit sa dégradation en valeur. Elle reste positive en volume. La consumma-

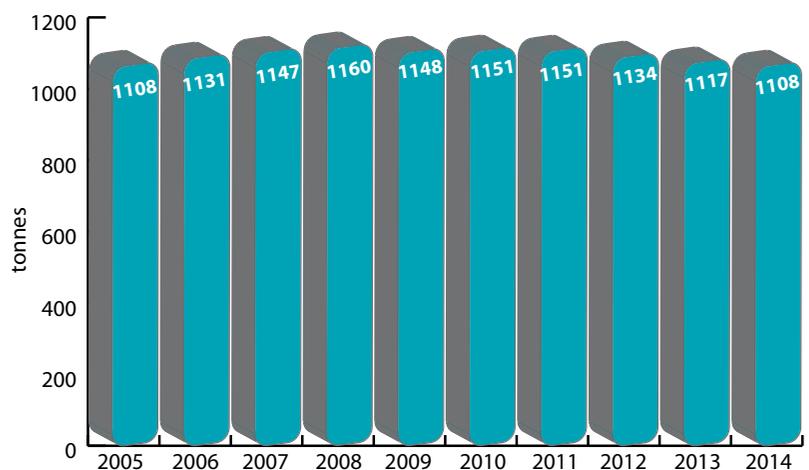
Nathalie Le Drezen
Chambre d'agriculture
des Côtes d'Armor

Chiffres clefs

- La **balance commerciale** française est positive en volume (64 000 tonnes) mais déficitaire en valeur (-341 millions d'€).
- Le taux **d'auto-approvisionnement** français en porc atteint 103 % contre 105 % en 2013.
- **32,5 kg/habitant** : consommation de porc en 2014 en France.

En 2015, les prix au détail diminuent et les achats des ménages régressent

→ Les abattages bretons descendent au niveau de 2005



Source Chambre d'agriculture de Bretagne d'après Agreste-Draaf Bretagne - Enquête mensuelle auprès des abattoirs.

ABC Conjoncture

Le Réseau Économique Régional des chambres d'agriculture de Bretagne publie tous les trimestres une analyse de la conjoncture des filières agricoles bretonnes. Cette publication de 9 pages traite des principales filières : lait, viande, porc, volaille, légumes, grandes cultures, alimentation animale.

→ **PRATIQUE**

Cette note conjoncturelle est disponible sur : www.chambres-agriculture-bretagne.fr



Volaille Vers un nouvel envol ?



P. Le Douarin

L'état d'esprit actuel de l'aviculture bretonne est un mélange de soulagement, d'interrogations et d'espoir. Soulagement car près de 2 ans après la fin des restitutions à l'exportation, la Bretagne envoie toujours du poulet vers les pays du Moyen-Orient. Interrogations car il s'agit d'un marché fluctuant. Un changement de circonstances pourrait-il tout remettre en cause ? Espoir enfin car la stratégie de reconquête du marché français semble se dessiner. Elle prend les traits d'un partenariat entre 2 géants du secteur : LDC et Avril. LDC reprend les 5 outils bretons d'abattages et de transformation de Glon Sanders, filiale d'Avril. Ce dernier se recentre sur son cœur de métier : la nutrition et les productions animales. Les 2 groupes annoncent des montants d'investissements de 175 M€ dans les 5 ans qui sont à même de redynamiser l'ensemble des maillons. Une urgence, comme les chiffres de 2014 le démontrent. Pour la première fois, le solde commercial français de viandes et préparations de volailles est devenu négatif en valeur. Les importations européennes continuent de progresser : +2,6 % en volume.

En poulet export, la filière a dû consentir à d'importants efforts pour encaisser la perte des 15 % de valeur ajoutée que représentaient les restitutions. Les résultats de l'enquête avicole témoignent du rôle prépondérant que les éleveurs ont joué dans les récents succès de Doux : en 2014, ils ont travaillé plus pour une marge annuelle à peine supérieure. Le secteur bénéficie aussi de circonstances favorables avec notamment la baisse de l'euro face au dollar. 2014 rassure quant à la résilience du secteur mais que

se passera-t-il si les circonstances changent ?

En œuf, une production française abondante reste le fait majeur. La Bretagne participe de ce mouvement. Les dernières statistiques bretonnes affichent 6,0 milliards d'œufs de consommation en 2014, 22 % de plus qu'en 2012. Heureusement, l'échelon européen n'a pas connu de surproduction ce qui permet un certain maintien des cours. Le surcroît d'œufs nationaux a en effet pu être exporté vers nos voisins, faisant croître le solde commercial français. La stabilité des prix de vente s'accompagne d'un repli du prix des matières premières, soula-

geant d'autant la marge des opérateurs. Après 3 années chaotiques, la filière espère avoir trouvé un certain équilibre.

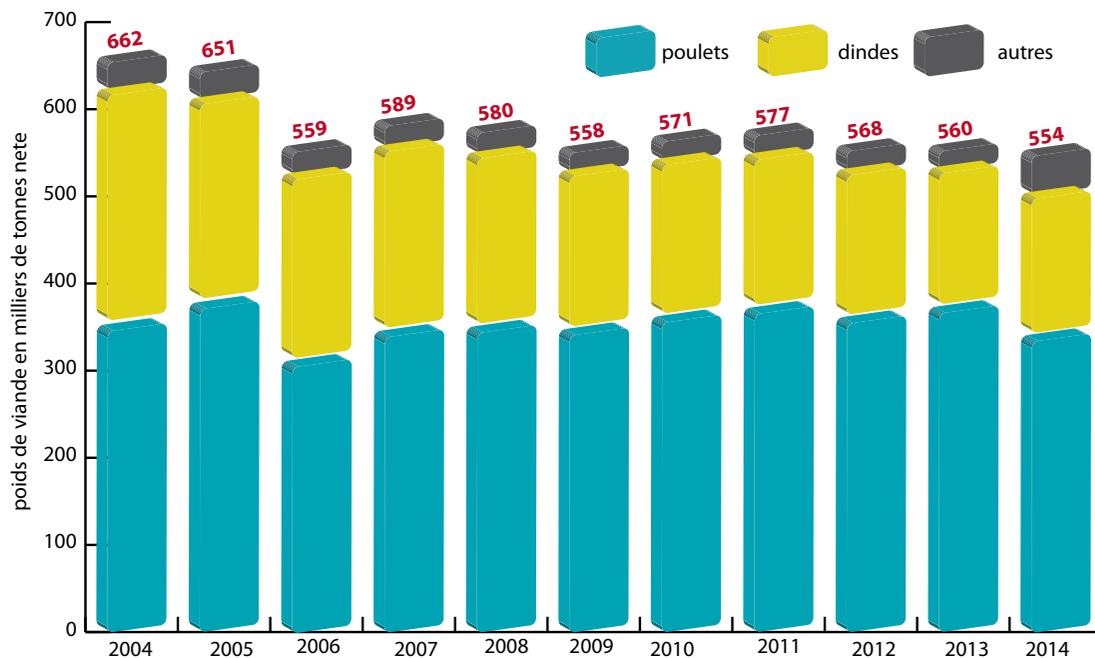
Arnaud Haye

Chambre d'agriculture du Morbihan

Chiffres clefs

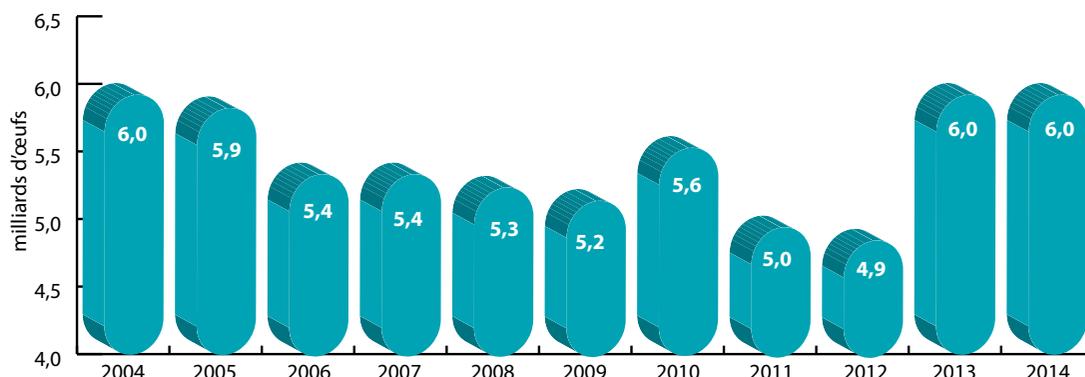
- **-53 000 tonnes** : baisse des exportations de poulets français vers les pays du Moyen-Orient en 2014.
- La **Russie** représentait 2 % des exportations bretonnes de volaille en 2013. L'embargo n'a que peu affecté la région.
- **64 %** : part de la grande distribution dans la vente de volailles au détail.

→ Baisse de 1% de la production bretonne de viande de volailles de chair



Source Agreste - Draaf Bretagne, enquête auprès des abattoirs (hors lapin).

→ La production d'œufs de consommation bretons



Source Agreste - Draaf Bretagne, SAA.

Légumes transformés Abondance et abandons



Chiffres clefs

→ **22 038 ha** : surface bretonne de légumes transformés en 2014

des volumes récoltés supérieurs de 4 % au prévisionnel. Ce n'est pas le cas en haricot. Le taux d'abandon n'est pas totalement compensé par la productivité : il atteint 18 % des surfaces semées, presque quatre fois plus que dans le Sud-ouest. En termes de tarif, les conditions contractuelles nationales de 2013 sont globalement reconduites en 2014. La rémunération ("valeur

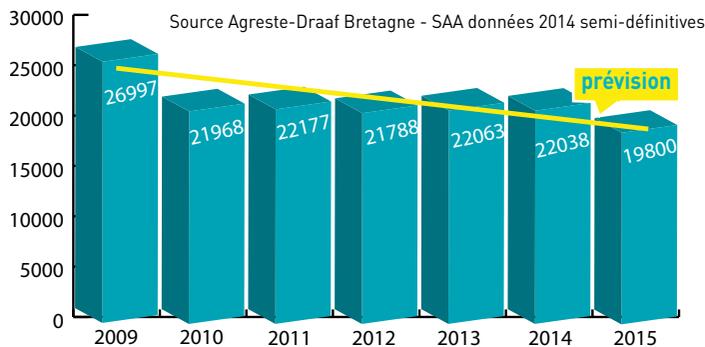
nette agricole") ensuite versée par les organisations de producteurs aux exploitants intègre des retenues permettant de constituer des caisses de péréquation. Celles-ci ont permis d'indemniser les surfaces abandonnées au même niveau que les surfaces récoltées. Malgré cela, au final, la valeur nette agricole versée en Bretagne pour les cultures de haricot, diminue du fait des retenues pour abandons. Les prévisions 2015 annoncent une baisse préoccupante de 17 % des surfaces nationales et de 11 % en Bretagne. Les stocks pleins et la consommation qui se fait attendre, s'additionnant à l'embargo russe expliquent en partie ce décrochage des emblavements. Alors que les outils de transformation sont déjà non saturés en Bretagne, les négociations et la gestion 2015 s'avèrent compliquées en volume comme en prix.

Gwénola Floc'h-Penn

Chambre d'agriculture du Finistère

Boostée par des conditions climatiques favorables, la campagne 2014 est marquée par des rendements record et un haut niveau de qualité en Bretagne. Revers de la médaille : la saturation des usines a entraîné de nombreux abandons de surfaces. Avec 8 000 ha, la Bretagne représente 33 % des emblavements français en pois. Les tonnages bretons ont augmenté de 13 % comparé à 2013, du fait de la progression des surfaces (+5 %) et de rendements supérieurs de 10 %. Si les surfaces non récoltées sont importantes (10 %), la campagne s'achève malgré tout avec

→ Stabilité des surfaces bretonnes de légumes transformés en 2014, recul annoncé en 2015



➤ Nombre d'ha semés, déclarés par les 3 organisations de producteurs bretonnes

Légumes frais

La crise sévère qui a touché les légumes frais en 2014 provient de facteurs climatiques, géopolitiques et structurels. La douceur de l'hiver sur toute l'Europe s'est traduit par des pics de production en chou-fleur et chou-pommé avec des prix très bas. Pour la même raison, la surproduction communautaire en pommes de terre de consommation n'a pas laissé de place au produit primeur, d'où un tiers de production bretonne invendue ! La chaleur de septembre a découragé la consommation de légumes cuits et provoqué des pics d'invendus en artichauts. En revanche, cet été indien a permis à la tomate de reprendre du poil de la bête après une période estivale perturbée par une demande morose et l'embargo russe. Il n'en n'est pas de même pour l'échalote dont le marché est resté invariablement déprimé. Le plan d'urgence élaboré fin 2014 vise à soulager les trésoreries des exploitations fragilisées. La prise en charge de cotisations sociales



V. Marmuse/CAIA

Trésoreries dans le rouge

concerne 600 exploitations nord-bretonnes pour un montant d'environ 2,6 millions d'€.

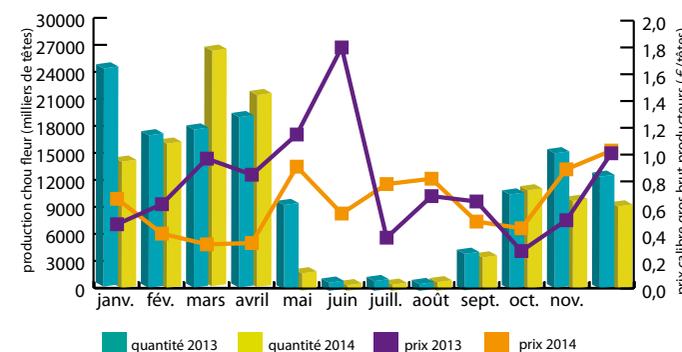
En échalote traditionnelle, soumise à la concurrence du produit de semis, le nouveau modèle mis sur les rails vise à reprendre la main sur les marchés. Les OP concernées au sein de l'Association d'OP (AOP) Cerafel ont décidé de réinvestir dans le marketing et le conditionnement de ce produit. En

échalote, leur marque commune "Prince de Bretagne" représente en effet moins de 30 % de la production, car d'autres marques se développent via des conditionneurs spécialisés. D'où l'acquisition par la Sica d'un entrepôt à Saint Pol de Léon, où des machines neuves très automatisées visent à coller à la demande en tous types de présentations. Côté consommation, l'étude ciblée sur les jeunes de moins de 18 ans doit déboucher sur une stratégie de conquête : 40 % d'entre eux mangent moins d'un fruit et légume par jour.

Gwénola Floc'h-Penn

Chambre d'agriculture du Finistère

→ Chou fleur : la douceur de l'hiver entraîne des prix très bas de février à avril 2014



Source Cerafel Agreste-Draaf Bretagne

Chiffres clefs

→ **198 millions d'€** : montant des exportations bretonnes de légumes frais (-14 % par rapport à 2013)

Grandes cultures et alimentation animale

Faire de la FAF⁽¹⁾ dans un contexte de prix incertain

mières et d'aliments pour leurs animaux, les producteurs bretons voient les prix sur le marché local suivre les tendances observées sur les marchés mondiaux. Pas de quoi effrayer certains éleveurs de porcs qui optent pour la fabrication d'aliment à la ferme (FAF) et qui doivent donc se fournir en céréales, prioritairement locales. Le développement de cette pratique se traduit notamment par un doublement en 10 ans des volumes d'aliments complémentaires achetés, pour les porcins notamment, auprès des industriels. Souci de durabilité et recherche d'une plus grande indépendance dans la gestion de la nutrition de ses animaux sont les principales motivations de l'éleveur. Cette stratégie devra être étudiée sur le long terme en ne négligeant pas le temps à y consacrer (fabrication, gestion du stockage et suivi économique) et les compétences nécessaires (maîtrise de la qualité sanitaire des matières premières

De plus en plus de porcs bretons nourris par le biais de la FAF⁽¹⁾

(1) Fabrique d'Aliment à la Ferme

et de la conformité de l'aliment aux besoins des animaux). Dans certains cas, des gains en termes de coût de revient du porc couronneront alors cette stratégie.

Julie Rio

Chambre d'agriculture de Bretagne

Repères

- Le principal débouché des céréales bretonnes est la fabrication d'aliments pour animaux assurée par les industriels du secteur ou par les éleveurs via la FAF⁽¹⁾.
- Des prix des aliments qui restent hauts en 2014 et qui rebondissent au cours du 1^{er} trimestre 2015.
- Par ses importations de matières premières, la sphère agricole bretonne est connectée aux marchés mondiaux.

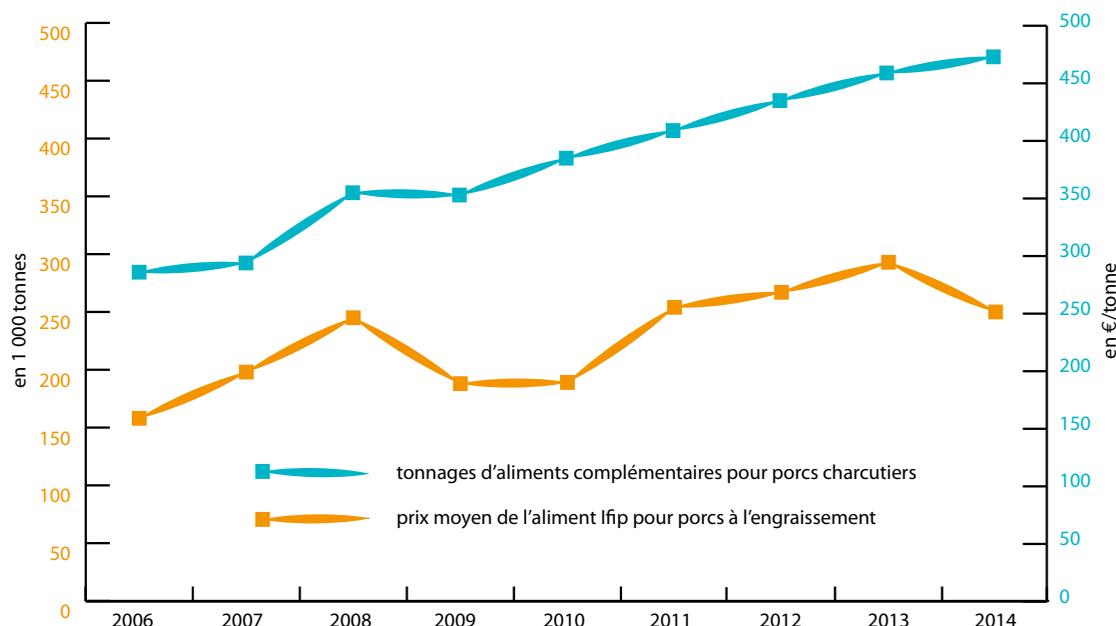


J.C. Gutner

Même si les céréales bretonnes n'ont pas vocation à partir sur les marchés export, leurs prix d'achat ou de vente sont connectés à ceux des marchés mondiaux. Ceux-ci évoluent au cours de la campagne de commercialisation, souvent de manière imprévisible, pour des raisons souvent très éloignées des contraintes d'exploitations rencontrées en Bretagne. Les récoltes record enregistrées en 2014/2015 au niveau mondial, n'auront pas été les seuls facteurs déterminant les évolutions de prix de ces derniers mois. Qualité des récoltes, évolution des parités monétaires et contexte géopolitique (conflit Russie-Ukraine) ont animé les marchés courant 2014 avant de passer le relais aux aléas climatiques sur le début 2015.

A l'issue de neuf mois de commercialisation de l'actuelle campagne (qui se déroule du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015), les prix moyens payés aux producteurs bretons confirment leur baisse par rapport à la campagne passée. Toutefois, ils rebondissent ces derniers six mois et atteignent (au 31 mars 2015) 136 €/tonne pour le blé, 129 €/t pour l'orge et 95 €/t pour le maïs. Qu'ils soient vendeurs de céréales ou acheteurs de matières pre-

→ Le prix de l'aliment se renchérit au cours des années. Parallèlement, les tonnages d'aliments complémentaires à la FAF⁽¹⁾ se développent



Source Chambre d'agriculture de Bretagne d'après Coop de France Nutrition Animale, SNIA et Ifip.

La grande distribution Française à la manœuvre

-0,5 %, c'est l'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie agroalimentaire bretonne (IAA) en 2014 par rapport à 2013⁽¹⁾. Le secteur résiste de nouveau dans un contexte économique morose. L'investissement se maintient tiré par les industries des produits laitiers et de la viande. Contre toute attente, l'emploi retrouve même le chemin de la croissance (+0,6 % en 2014 par rapport à 2013)⁽²⁾ après trois années de recul, mais des inégalités existent selon les territoires.

Pour 2015, les industriels présents en Bretagne⁽³⁾ anticipent une amélioration de leur chiffre d'affaires (+2 %). La dynamique d'investissement devrait se poursuivre mais dans une moindre mesure. La légère amélioration des chiffres de l'emploi reste à confirmer.

Pour autant, l'heure n'est pas à l'enthousiasme généralisé ! Après une augmentation de presque 50 % en 4 ans et un record à 4,4 milliards d'euros en 2013, le niveau des exportations agricoles et agroalimentaires bretonnes baisse de 8 % en 2014. Il s'établit à 4 milliards d'euros. La faute principalement à l'embargo décrété par la Russie à l'encontre de l'Union européenne sur différents produits. Du côté de la Restauration Hors Domicile, débouché important pour les IAA, pour la 1^{ère} fois depuis 10 ans, le chiffre d'affaires recule en 2014 de 0,3 % par rapport à 2013, avec cependant des dynamiques différentes selon les segments. La restauration collective poursuit sa progression, comme les circuits alimentaires alternatifs (boulangeries notamment). Mais restauration hôtelière et restaura-

tion commerciale sont à la peine, victimes d'arbitrages défavorables des consommateurs. En 2014, les relations des IAA avec la grande distribution (GMS) restent tendues sur fond de guerre des prix entre enseignes. Celles-ci concluent des alliances entre elles. En fin d'année, quatre entités détiennent plus de 90 % des parts de marchés de la GMS française. Ceci augmente la pression sur ses fournisseurs et les oblige plus que jamais à miser sur l'innovation et le marketing pour tirer leur épingle du jeu. Pour contourner le rapport de force défavorable, certains industriels agroalimentaires s'essayeront à commercialiser eux-mêmes une partie de leurs produits, via des points de vente ou du commerce en ligne. A l'inverse, à l'occasion de la reprise du site de Gad Josselin par le groupe Agromousquetaires, on constate le renforcement de la présence de capitaux de la grande distribution dans l'appareil productif agroalimentaire, notamment en Bretagne.

Les lignes bougent. La chaîne de valeur classique dans laquelle se succèdent les maillons de la filière les uns après les autres n'existe plus. Cela pose de nombreuses questions. Quelle place pour la production agricole dans ces nouveaux rapports de force ? Quels types de relations entre les mail-



A. Puybasset

Après un record en 2013, le niveau des exportations agricoles et agroalimentaires a baissé de 8 % en 2014

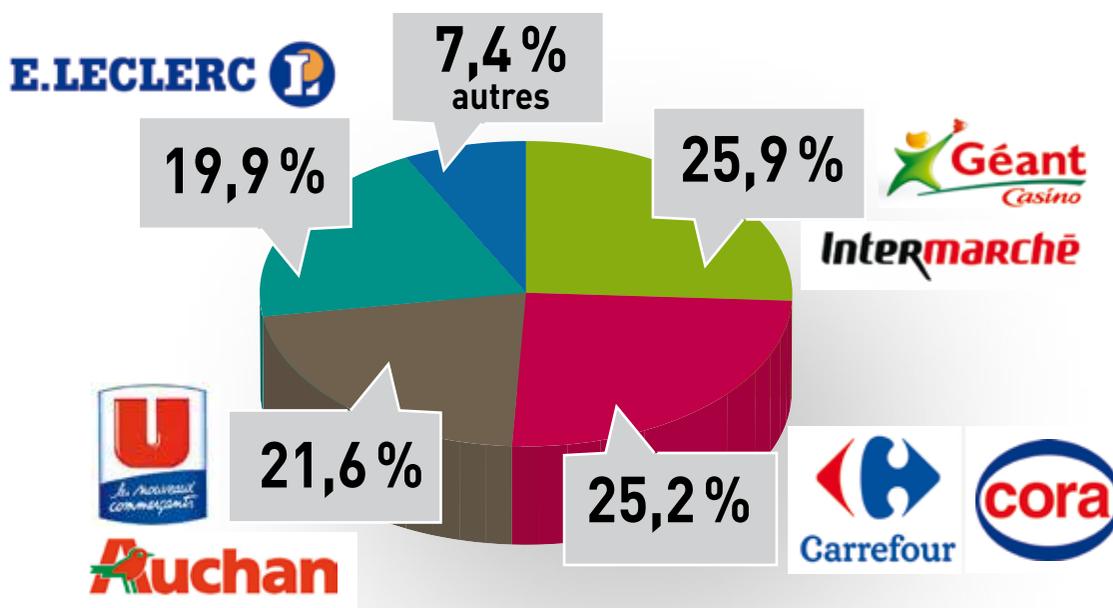
lons ? A l'heure où la concurrence internationale est exacerbée et où les positions sur les marchés sont précaires, les acteurs français, des producteurs agricoles jusqu'aux distributeurs, auraient probablement plus à gagner à jouer collectif et, pour le moins, gagnant-gagnant...

Joëlle Salaün

Chambre d'agriculture de Bretagne

(1) Source : Banque de France, Les entreprises en Bretagne, Bilan 2014 - perspective 2015.
 (2) Source : Insee, Le bilan économique Bretagne, mai 2015.
 (3) Source : Banque de France, Les entreprises en Bretagne, Bilan 2014 - perspective 2015.

Part de marchés des différentes enseignes Françaises Fin 2014 après les annonces d'alliances



Source Kantar WorldPanel

Repères

- - 0,5 % : baisse du chiffre d'affaires de l'agroalimentaire breton en 2014
- - 0,8 % : baisse du chiffre d'affaires des exportations agroalimentaires bretonnes
- + 380 : emplois permanents créés dans les industries agroalimentaires bretonnes en 2014